

LE PROLETARIAT ESPAGNOL CHERCHE UNE DIRECTION

par Pierre FRANK

Pendant près de deux mois (avril-mai) une vague de grève a déferlé sur l'Espagne. Le monde entier a suivi passionnément ce mouvement; les ouvriers de toutes tendances ont voulu manifester sous diverses formes leur solidarité aux travailleurs espagnols. Actuellement, le mouvement se trouve réduit à quelques grèves, et ce sont les problèmes des causes, du bilan et des perspectives de la lutte qui s'est produite qui sont examinés.

Le premier point qui doit être mis en lumière, c'est la transformation importante qui s'est produite en Espagne, par rapport à la période de la révolution des années 1930. A ce moment, l'Espagne était essentiellement un pays agricole; il y avait environ 1,5 million d'ouvriers industriels et autant d'ouvriers agricoles, sur une population de 23 millions d'habitants. Actuellement, plus de 40 % de la population habite les villes, le nombre des ouvriers industriels est de cinq à six fois plus élevé que jadis. De nouvelles industries existent, et dans celles-ci les grèves ont été très vigoureuses. On a pu même constater que le mouvement a été le plus tardif dans les vieilles industries, comme le textile en Catalogne.

Le problème paysan garde toute son importance dans des régions comme le sud; mais il n'a plus le poids spécifique de jadis. Le rôle de la classe ouvrière dans la société espagnole sera plus grand que par le passé.

D'une façon générale, les ouvriers ont obtenu des augmentations de salaires, c'est-à-dire leur revendication principale. Si importantes qu'elles soient, et leurs revendications étaient élevées, le niveau de vie des travailleurs reste très bas (1).

(1) Les travailleurs espagnols, notamment les plus jeunes, ont eu dans les dernières années la possibilité d'apprécier le décalage qu'il y a entre leurs conditions et celles des ouvriers des autres pays d'Europe occidentale. Le manque de main-d'œuvre a obligé les capitalistes allemands, suisses, belge, etc. à embaucher des travailleurs d'autres pays, entre autre des travailleurs espagnols, qui ont fait la comparaison entre ce qu'ils gagnent en Espagne et dans les autres pays. Tout est relatif en ces matières.

Chacun a ressenti que le mouvement, par son ampleur, par sa durée, par son extension à toute l'Espagne, tout en ayant un aspect revendicatif, avait une importance politique, qu'il montrait au grand jour la crise du régime de Franco. Bien que la grève soit légalement interdite et passible du Tribunal militaire, les autorités se sont livrées à une répression qui, compte tenu de ce qu'il était, se trouvait relativement limitée. C'est d'ailleurs maintenant, à la fin ou après la fin du mouvement que les autorités se montrent plus rigoureuses.

La crise du régime de Franco a été exprimée de diverses façons. Les étudiants manifestaient contre l'Opus Dei et pour les mineurs. Dans les classes possédantes et chez leurs serviteurs de l'Eglise catholique, on ne cachait pas une certaine sympathie envers les grévistes. A vrai dire, le capitalisme espagnol non seulement sent l'usure du régime de Franco, mais il comprend aussi que, sous sa forme actuelle, celui-ci constitue un obstacle à la participation de l'Espagne au Marché commun européen.

Dans le cadre de cet article, il ne nous est pas possible d'examiner les tendances qui se manifestent dans la bourgeoisie espagnole, celles qui songent à une transformation graduelle tout en maintenant la personne de Franco, celles qui seraient prêtes à se passer de lui, mais qui sont les unes et les autres paralysées par la crainte de ce qui pourrait advenir dès qu'une réforme tant soit peu substantielle serait accordée.

La bourgeoisie profite pour le moment des politiques veules et traîtresses des socialistes et des dirigeants du P.C. Les uns veulent une union des « forces démocratiques », qui inclurait les monarchistes; le P.C. propose une « réconciliation nationale ». Des éléments d'une politique révolutionnaire ne sont préconisés que par de petites formations, anciennes comme le P.O.U.M., ou nouvelles comme le F.L.P.

Le mouvement, tel qu'il s'est produit, a surpris tout le monde, et la question est posée : **qui a dirigé ce mouve-**

ment ? A cette question, on doit dire qu'il n'a pas eu de direction à l'échelle nationale, que ce soient les communistes ou les catholiques, ou d'autres. Le réveil politique qui s'était produit depuis un certain temps n'avait pas été tel qu'une direction se soit établie à l'échelle nationale dont l'autorité se serait exercée, fut-ce sous une forme occulte, pendant la vague de grèves des mois d'avril et mai. Mais, dans le cours des dernières années, la classe ouvrière espagnole a produit sans aucun doute de véritables cadres locaux qui ont été l'armature du mouvement. C'est d'ailleurs ce que la police veut selon toute vraisemblance démanteler à présent. Il va sans dire que, si forte que puisse être la répression elle vient trop tard pour pouvoir faire davantage que de donner un court répit supplémentaire au régime.

★

La période qui vient sera surtout une période de préparation des organisations à l'échelle nationale pour des luttes futures. Et la question la plus intéressante, à laquelle il est difficile, sinon impossible, de répondre, c'est de savoir vers qui, vers quoi, se tourneront précisément les cadres locaux de la classe ouvrière espagnole : seront-ils canalisés par les vieilles organisations et directions, ou par de nouvelles formations (en particulier sous l'influence de l'expérience cubaine), ou bien assisterons-nous à une combinaison des deux ? La partie n'est probablement pas encore jouée, et la période qui s'ouvre sera entre autre une période de luttes de courants politiques pour gagner l'allégeance des nouveaux cadres de la classe ouvrière espagnole. C'est une lutte à laquelle la IV^e Internationale participera.

★

Le mouvement des ouvriers espagnols a eu de profondes résonances à travers le monde, on le comprend fort bien. L'entre deux guerres, après la victoire d'Octobre 1917, a connu la dure descente du prolétariat européen, de la dégénérescence en U.R.S.S. en passant par la défaite devant le nazisme en Allemagne, jusqu'à la défaite de la Révolution espagnole à la veille du second conflit mondial. En Espagne, avec la classe ouvrière espagnole, il y avait un grand nombre de révolutionnaires du monde entier tombés en combattant dans les brigades internationales.

Avec le renouveau qui se dessine en U.R.S.S., la remontée de la classe ouvrière espagnole, c'est l'Europe qui bouge à ses extrémités, ce sont les vieilles traditions révolutionnaires qui ressurgissent, c'est une nouvelle montée révolutionnaire qui s'annonce.

8 juin 1962.

GROUPES ET PARTIS D'OPPOSITION

C.N.T. (ANARCHO SYNDICALISTE). — La scission entre « apolitiques » et « collaborationnistes » a été résorbée il y a quelque temps. D'une façon assez empirique, les dirigeants de la C.N.T. unifiée se rendent compte de l'insuffisance et le vide des anciennes conceptions d'apostrophe, d'abstention électorale systématique, etc. Malheureusement, il semble qu'ils s'orientent vers une sorte de néo-réformisme, ce qui joint à leur anticommunisme foncier les faits participer aux entreprises des sociaux-démocrates.

PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL. — A défendu ces derniers temps une politique dite de « Réconciliation nationale » et a recruté sur cette base dans les milieux intellectuels petit-bourgeois. Même direction qu'à l'époque stalinienne. Secrétaire : l'ancien secrétaire des Jeunes socialistes Santiago Carrillo. Il est très isolé du fait de l'anticommunisme et l'occidentalisme des socialistes, républicains, etc.

P.O.U.M. (PARTI OUVRIER D'UNIFICATION MARXISTE). — Parti résultant de la fusion, en 1935, des communistes dissidents groupés en Catalogne autour de Maurin (exclu de l'Internationale Communiste en 1930-31) et du noyau trotskiste de l'opposition communiste de gauche. Beaucoup des anciens dirigeants ont abandonné le Parti et les positions qui avaient présidé à sa création, pour passer à des positions plus ou moins social-démocrates ou européennes, mais le P.O.U.M. subsiste avec notamment des jeunes militants et des anciens camarades. Secrétaire : Solano.

MOUVEMENT SOCIALISTE CATALAN. — Dirigé par des anciens poumistes. Points d'appui dans les milieux étudiants. Opposé à un front commun avec les communistes, mais non pas avec les catholiques de gauche « et tous les courants démocratiques. Organisation limitée à la Catalogne. Contacts rompus avec le parti socialiste espagnol, mais pas sur des questions principales.

FRONT DE LIBERATION DU PEUPLE. — Composé d'éléments surtout intellectuels et universitaires jeunes, dont nombreux proviennent du camp catholique. Développe une certaine activité à l'intérieur. Son dirigeant principal, Ceron, ancien diplomate du régime, est en prison.

PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL. — Section de la II^e Internationale. Secrétaire Rodolfo Llopis. Positions tout à fait occidentalistes et anticommunistes. Anime une coalition antifranquiste avec les partis républicains et la C.N.T., « ouverte à tous sauf aux totalitaires ». A participé avec des éléments monarchistes et de l'opposition dite libérale et démocrate chrétienne à de nombreux contacts. Actuellement (8 juin) il participe aux réunions européennes de Munich et prend contact avec des éléments ex-franquistes.

UNION SOCIALISTE ESPAGNOLE. — Groupe socialiste autonome autour de l'ancien dirigeant socialiste Alvarez del Vayo. Pendant la guerre civile il se rapprocha beaucoup des stalinien, mais actuellement semble avoir pris ses distances, un peu comme Nenni. Demande la constitution d'un front républicain antifranquiste, sans exclusive. L'origine de ce groupe est lié aux luttes de l'exil. Après la défaite, les éléments de la droite social-démocrate ont réorganisé le parti en France, tandis que les « negrinistes » se réclamaient de l'ancienne direction d'Espagne.

DEMOCRATES CHRETIENS. — Représentés par Gil Robles, homme de confiance du prétendant. Robles fut le dirigeant, en 1934, d'une organisation de droite — C.E.D.A. — qui participa à des gouvernements conservateurs sous la République. Pendant la guerre civile, il fut à côté des franquistes, mais sans jouer aucun rôle important. A participé aux séances européennes de Munich, ou il s'est entretenu avec le dirigeant social-démocrate de droite Llopis.

DEMOCRATES CHRETIENS DE GAUCHE. — Groupés autour de Jimenez Fernandez, qui fut déjà leur dirigeant dans la C.E.D.A. de Gil Robles. Etaient partisan d'une réforme agraire.

ACTION REPUBLICAINE DEMOCRATIQUE. — Groupe la plupart des dirigeants républicains bourgeois exilés, qui se sont unifiés il y a quelque temps et ont pris pour cela le nom du parti de Bétancourt, au Venezuela. Très faibles forces actuellement. Ils ont occupé en Espagne, avant Franco, des positions dirigeantes au gouvernement, mais avant tout grâce à la politique des réformistes et à la « non politique » des anarcho-syndicalistes. Ils sont verbalement « pour la République ».

La défaite de l'Espagne 1930-39

Le début de la révolution :

Chute de la dictature de Primo de Rivera (1930);

En avril 1931, chute de la monarchie, à la suite d'élections municipales, proclamation de la République.

La constitution du Front Populaire en 1935, après un soulèvement des mineurs d'Asturies.

Formation du P.O.U.M. et sa participation au Front Populaire.

Victoire électorale du Front Populaire, 16 février 1936.

Le Gouvernement de février jusqu'au 17 juillet 1936.

Aucune mesure sociale. Par contre, répression des grèves, censure sur la presse.

Le jour du soulèvement de l'armée, refus d'armer les ouvriers, refus de l'aide des organisations ouvrières.

Du 19 juillet au 4 septembre, ce gouvernement ne fut plus qu'une fiction, car il y eut intervention des masses contre le coup d'Etat militaire.

La révolution de juillet 1936 :

Soulèvement à Madrid, Valence, Malaga...

Formation de milices ouvrières. Formation, le 21 juillet, d'un Comité central des milices antifascistes.

Ainsi a commencé une période de sept semaines où, face à l'armée dirigée par les fascistes, le gouvernement bourgeois est inexistant. Il existe une dualité de pouvoir.

Dans les campagnes, la terre passe aux comités antifascistes des villages. Les titres de propriété sont détruits.

Dans les villes, les comités organisent la production, les transports.

Il y avait la base pour la création d'un Etat ouvrier. Il aurait fallu pour cela que les organisations ouvrières rassemblent, centralisent, le pouvoir à la base. Mais les comités n'étaient pas effectivement des comités élus à la base. Les comités étaient composés par accord mutuel des organisations, et celles-ci étaient orientées vers un accord avec la bourgeoisie (ou plutôt avec ce que Trotsky appela « l'ombre de la bourgeoisie »).

La constitution du gouvernement Caballero (socialiste de gauche, dirigeant de l'U.G.T.) au profit de la bourgeoisie. Composition du gouvernement Caballero : 3 socialistes de gauche, 3 socialistes de droite (Prieto) qui s'entendaient à merveille avec les stalinien (deux ministres) et aussi 5 ministres bourgeois.

Le programme du gouvernement :

Renonciation à toute mesure politique qui aurait pu déplaire aux ministres bourgeois.

Le gouvernement Caballero est complet, en Catalogne, par la formation d'un gouvernement de la Generalitat (dans lequel entrent le P.O.U.M. et des membres de la F.A.I. et la C.N.T. Pas de programme véritablement différent de celui de Caballero.

L'Etat bourgeois renaît (septembre 1936 à avril 1937).

Le 7 janvier, dissolution des comités ouvriers assurant l'approvisionnement.

Démantèlement des exploitations collectives au profit des anciens propriétaires.

Dissolution des milices.

Les masses mécontentes :

Le 27 mars, démission des ministres C.N.T. du gouvernement de la Généralité, reprise le 16 avril.

Le P.O.U.M. est vacillant. La direction, opposée à la constitution de soviets.

Les journées de mai à Barcelone :

Fin avril, provocations gouvernementales, arrestations de leaders anarchistes, désarmement d'ouvriers. Ceux-ci répondent en dressant des barricades.

Le 4 mai, les ouvriers maîtres de Barcelone.

Le 6, la C.N.T. puis le P.O.U.M. ordonnent l'évacuation des barricades. Le gouvernement qui avait promis de retirer ses troupes, occupe le central téléphonique.

La répression commence. Assassinat de l'anarchiste italien Berneri. Répression des « Amis de Durruti », arrestations en masse...

Chute du gouvernement Caballero.

Les stalinien présentent au gouvernement un projet de dissolution du P.O.U.M. Caballero refuse. Battu par les stalinien, les socialistes de Prieto et les ministres bourgeois, il démissionne le 15 mai.

Le gouvernement Negrin :

Le 29 juillet, on annonce un procès contre dix membres du Comité exécutif du P.O.U.M. Le 7 août, suspension pour un certain temps de Solidarida Obrera, organe de la C.N.T.)

Usines : Réduction des droits des comités d'usines aux conditions de travail et à la stimulation de la production. Le ministre de la Défense ne passe de commandes qu'aux entreprises fonctionnant « sur la base de leurs anciens propriétaires ».

Agriculture : dislocation des entreprises collectives qui subsistaient.

(Suite page 7)